

être plus simple maintenant de reculer, de renoncer à nos principes et à nos engagements.

À ceux qui voudraient nous voir faire marche arrière, nous pouvons opposer des arguments troublants, et les amener à se poser de sérieuses questions.

À quoi serviraient les Nations Unies si nous disions maintenant que nous n'étions pas sérieux? Après douze résolutions - aussi claires les unes que les autres -, pouvons-nous prétendre que nous ne faisons que bluffer? Laissons-nous croire aux éventuels agresseurs qu'ils nous auront à l'usure et que nos principes sont vides de sens et nos paroles creuses? Le Canada, qui n'est pas une grande puissance, dit-il que le Koweït, qui n'est pas lui non plus une grande puissance, peut être sacrifié? Disons-nous que l'usage de la force et de la cruauté est récompensé? Tentons-nous de justifier une injustice en disant que nous avons déjà accepté des injustices sans réagir? Disons-nous que nous ne pouvons faire mieux que ce que nous avons déjà fait, que l'avenir sera semblable au passé, marqué par la guerre et les sacrifices ?

Si nous disions ces choses, nous envisagerions la destruction de l'Organisation des Nations Unies et de l'ordre international qu'elle a maintenant la chance d'édifier. Si nous disions ces choses, nous renierions les efforts de Louis Saint-Laurent et de Lester Pearson, des hommes qui ont vécu la guerre, des leaders qui ont vu 100 000 Canadiens donner leur vie dans des guerres déclenchées parce que la communauté internationale avait refusé de faire appliquer les règles qu'on disait universelles.

Certains Canadiens préfèrent peut-être une ONU qui parle à une ONU qui agit. Certains voient peut-être l'ONU comme une tribune pour les beaux discours et les nobles principes, mais pas comme une instance où le monde se retrouve pour prendre les difficiles décisions qu'exige la paix. Peut-être s'imaginent-ils que l'ONU est pour les gens qui ont des préoccupations, mais pas de convictions?

Monsieur le Président, on dit que nous n'avons pas attendu assez longtemps, que le message n'a peut-être pas été compris. Saddam Hussein a eu cent soixante-sept jours pour mesurer les conséquences de ses actions. Saddam Hussein sait ce qui l'attend. Monsieur Aziz l'a dit la semaine dernière à Genève.

Si nous devons faire du 15 janvier une date mobile qui pourrait être reportée au 15 février de cette année ou peut-être au 15 février de l'année prochaine, comment pourrait-on logiquement soutenir que Saddam traiterait alors plus sérieusement la détermination des Nations Unies d'agir?